

1^{ER} MAI 2012

Partout en Europe, construire les syndicats, accroître les résistances, faire monter les luttes!

Seules la résistance, la lutte et l'organisation peuvent bloquer la régression sociale et démocratique que subit l'Europe entière.

Les salarié.e.s et les classes populaires souffrent d'une politique générale, appliquée à des degrés divers, dans tous les pays de l'Union européenne (UE). Cette politique n'est pas simplement une réponse conjoncturelle à une situation de crise économique, de récession ou de dépression. Elle n'est pas seulement la conséquence de la dette et des déficits publics. Elle ne répond pas exclusivement à la volonté de sauvegarder à tout prix les profits du capital financier et à en couvrir les pertes grâce aux subventions publiques. Ses racines sont plus profondes.

Des changements fondamentaux

La crise est certes liée à la grave dérégulation dont le capital financiarisé a tiré profit pour accumuler pouvoir et profit durant des années. Elle répond aux gigantesques dépenses publiques consenties par les gouvernements nationaux, les institutions européennes et le FMI pour sauver le système financier. Les salarié.e.s sont appelé.e.s à payer jusqu'au dernier sou ces subventions. Il s'agit d'une véritable expropriation sociale.

Nous nous heurtons à un changement fondamental des règles de gestion, des objectifs et des instruments de gouvernement du système tout entier. La politique menée systématiquement par l'UE et les gouvernements nationaux, quelle que soit leur coloration politique, vise partout, dans chaque pays, à accroître le profit et le pouvoir des classes dominantes, à empêcher le monde du travail de s'organiser, de défendre ses intérêts, de concevoir et de mettre en pratique une alternative contre l'ordre dominant. Le système veut se soumettre les salarié.e.s avec une force et une intensité inconnues depuis des décennies.

Les situations nationales sont certes très différentes. Si partout il y a des conditions ma-

térielles difficiles, certains pays connaissent des situations de véritable crise sociale, avec un mouvement généralisé de paupérisation et une montée rapide de la misère.

Endettement et déficits budgétaires, deux prétextes pour asservir les salarié.e.s

Sous prétexte de contenir la dette publique, de la rembourser ou de l'éviter, l'UE, le FMI, les gouvernements nationaux et les pouvoirs supranationaux développent une stratégie cohérente dont la lutte contre les déficits budgétaires n'est qu'un élément servant de prétexte et de justification à cette attaque.

Les bourgeoisies européennes et les appareils de pouvoir veulent briser les acquis du monde du travail. Ce sont tou.te.s les salarié.e.s, quels que soient leur qualification, leur âge, leur nationalité ou leur appartenance de genre qui sont visé.e.s. Il s'agit de baisser les salaires, directs ou socialisés, de ruiner la protection et la sécurité sociales, d'assigner et de contraindre à un travail précaire et dégradé les chômeurs/euses et les personnes «bénéficiaires» des services sociaux, d'accroître la contrainte sur le travail, de le flexibiliser et de le précariser, d'augmenter la concurrence entre salarié.e.s dans un marché du travail unifié au profit des intérêts capitalistes. Cette stratégie implique aussi le démantèlement des services publics, le déploiement d'une fiscalité qui frappe les majorités sociales et multiplie les cadeaux, les exemptions et les privilèges pour les capitalistes. Systématiquement, les ressources publiques sont mobilisées pour conserver et accroître la rentabilité des capitaux.

Les droits et les possibilités d'action des salarié.e.s sont réduits ou détruits. Les libertés syndicales sur les lieux de travail sont de plus en plus souvent démantelées ou refusées aux organisations combattives de travailleurs/euses. Le droit de grève fait l'objet d'une attaque systématique, autant au niveau national qu'à celui de l'UE. Tout est fait pour que les salarié.e.s aient de moins en moins de possibilités pour s'organiser, construire une force collective et la faire peser dans la répartition de la richesse et du pouvoir.

Faire bouger les lignes de force

Dans cette situation difficile, il est absolument indispensable de ne pas se résigner, de dénoncer l'énorme entreprise de régression sociale et d'asservissement, de protester, de faire la critique du système et de lui opposer des éléments d'alternatives. Des combats exemplaires, à tous les niveaux, sont menés chaque jour, d'un bout à l'autre de l'Europe. Mais nous savons bien qu'il faudra des luttes plus grandes, plus fortes, plus étendues pour mettre un coup d'arrêt à ce qui se passe et imposer un nouveau départ dans le bon sens, vers l'amélioration des conditions de vie et de travail, vers le renforcement de tous les éléments d'alternatives qui font égalité, solidarité, justice et liberté dans la société.

Il faut toucher aux profits, aux critères de gestion, à la répartition du pouvoir, à l'organisation du travail, aux conditions générales d'existence. Cela ne pourra se faire que par la construction d'un nouveau rapport de forces entre salarié·e·s et employeurs publics ou privés, entre mouvement des travailleurs/euses et pouvoirs économiques, politiques et culturels.

C'est, nous le savons toutes et tous, une tâche de longue haleine. Nous devons multiplier les luttes et les résistances, depuis les combats les plus modestes jusqu'aux grèves générales et aux manifestations de masse. En ce sens, la grève générale européenne, l'extension et l'approfondissement des grands mouvements de lutte, leur coordination à l'échelle continentale restent sans doute une perspective lointaine mais non pas abstraite. Il s'agit, au contraire, d'un horizon mobilisateur qui donne à nos actions actuelles une volonté et une possibilité de vaincre.

Mêmes droits, mêmes salaires, mêmes conditions de travail dans toute l'UE

Notre Réseau européen du syndicalisme alternatif et de base prône des objectifs revendicatifs basés sur la conquête des mêmes droits fondamentaux et d'un socle général de libertés syndicales effectives dans toute l'UE. Nous luttons pour un mouvement d'égalisation des conditions de travail et de salaire capable d'imposer, par l'alignement sur les bases les plus favorables, des conditions de rémunération, de travail et de protection sociale équivalentes dans tous les pays de l'Union. C'est la seule manière efficace de lutter contre la mise en concurrence des salarié·e·s, des systèmes de protection sociale, des droits et des garanties. C'est également un objectif unificateur et clair pour tou·te·s les travailleurs/euses européen·enne·s.

Un puissant cycle de lutte qui fasse monter en densité, en quantité et en intensité nos combats actuels est indispensable pour avancer. Pour ce faire, le mouvement des travailleurs/euses en Europe a besoin de construire un syndicalisme démocratique, de base, combatif, de transformation sociale. Les forces de ce syndicalisme existent. Elles sont aujourd'hui à la fois divisées et dispersées. Il s'agit de les rassembler. Cette unité constituera un outil décisif pour généraliser les mobilisations. Le mouvement organisé des salarié·e·s servira de base à la construction de l'alliance la plus large entre toutes les forces prêtes qui entendent promouvoir la démocratie, la justice et l'égalité sociales.

C'est notre lutte qui décidera!

Faisons avancer partout le syndicalisme combatif, de base, alternatif!

Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

Confederación General del Trabajo CGT (Espagne) - Confederación Intersindical (Espagne) - Intersindical Alternativa de Catalunya IAC (Catalogne/Espagne) - Confederazione Unitaria di Base CUB (Italie) - Unione Sindacale Italiana USI (Italie) - Fédération syndicale SUD Vaud (Suisse) - Union Syndicale Solidaires (France) - Confédération Nationale du Travail CNT (France) - Transnational Information Exchange TIE (Allemagne) - Union Syndicale Libertaire ESE (Grèce) - Solidaridad Obrera (Espagne) - FAU (Allemagne)